

CHAPITRE 1

Introduction



Qu'est-ce qu'une révolution? Pourquoi sommes-nous sortis dans la rue? Pour l'emploi, la liberté et la dignité nationale! Mais si nous étions à disséquer ces slogans, que trouverions-nous? Nous voulons une distribution équitable des richesses, un plan de développement équitable entre les régions [en] les régions de l'intérieur, entre la Tunisie première classe et l'autre Tunisie. Étudiant -Université de Tunis¹

1.1 Contexte et objectif

Avant la Révolution, la Tunisie était félicitée par toutes les institutions internationales pour ses progrès substantiels dans la croissance économique et la réduction de la pauvreté. Le taux de croissance annuel moyen du PIB était de 5 pour cent entre 1997 et 2007, plaçant la Tunisie parmi les principaux acteurs de la région MENA (moyenne de 4,3 pour cent). Puis, en 2009, le revenu par habitant des Tunisiens s'est légèrement dégradé s'élevant à \$ 7.200, proche du niveau de 2005, mais la baisse globale n'était pas dramatique pour autant et le niveau restait plus élevé que les pays voisins, sauf la Libye, dépassant l'Algérie (\$ 6.600), le Maroc (\$ 3.800) et l'Égypte (\$ 4.900). L'espérance de vie et le taux d'alphabétisation sont également plus élevés que dans les autres pays arabes.

Or, la Tunisie a connu la révolution en janvier 2011, laquelle fut largement exacerbée par des griefs de longue date liés à l'exclusion sociale, économique et politique. De manière plus précise, le mouvement révolutionnaire a été allumé par la colère et le désespoir d'un jeune de 26 ans, petit vendeur de rue au chômage dans l'un des gouvernorats les plus défavorisés de la Tunisie, Sidi Bouzid. Cette résonance avec les nombreux Tunisiens qui ont fait face au quotidien à des défis semblables a déclenché des vagues de protestations dans le pays.² Ces manifestations ne sont pas nouvelles : dès 2008, les jeunes chômeurs avaient déjà participé à des manifestations à Gafsa, une région minière pauvre qui souffre encore de l'un des taux de chômage les plus élevés dans le pays.³

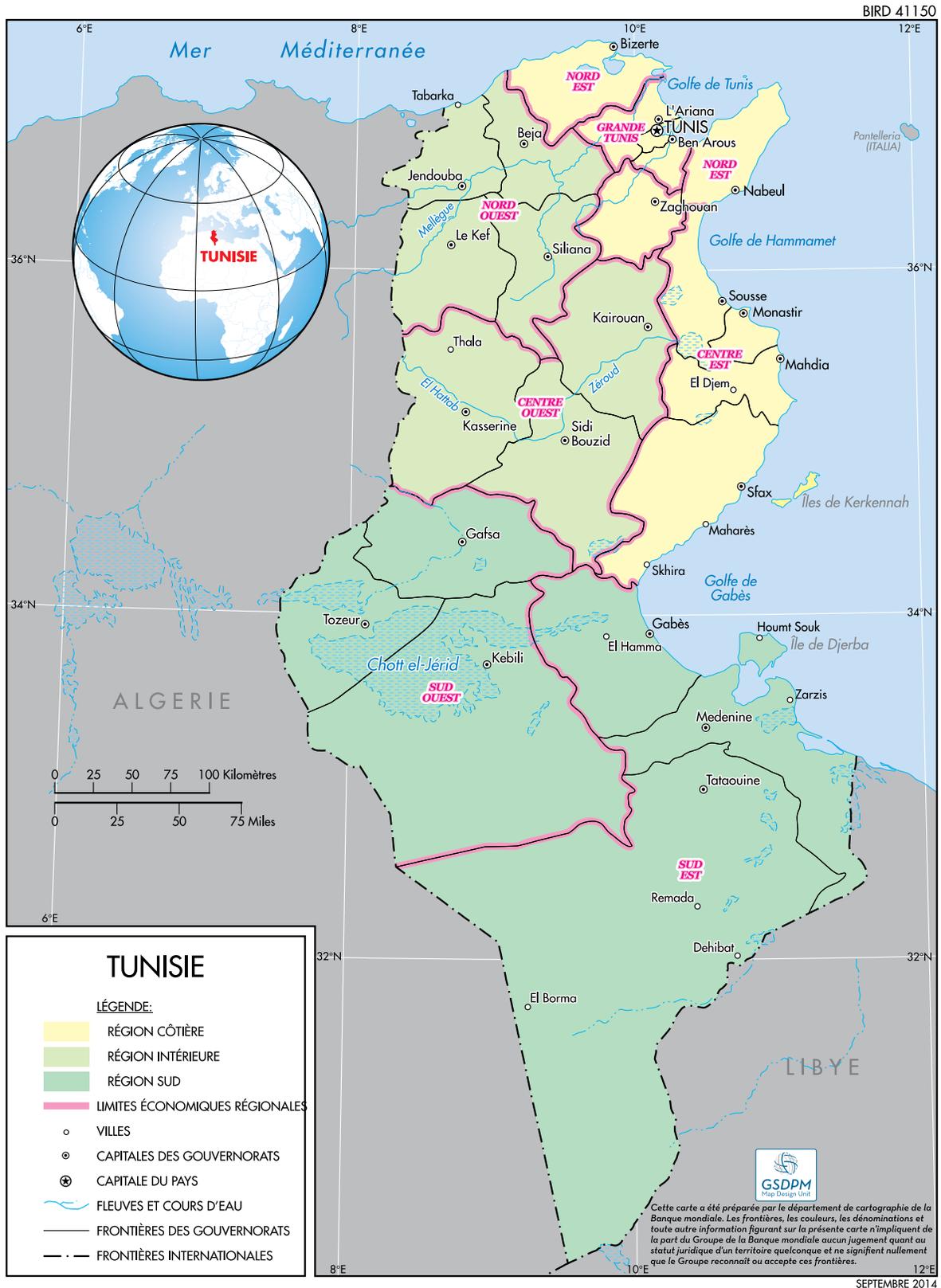
L'une des causes profondes de cette désaffection pourrait faire remonter les possibilités de manque d'opportunités pour les jeunes. Le taux de chômage des jeunes Tunisiens est particulièrement élevé à 30,7 % (pour les 15-24 ans), alors que le taux de chômage global était de 14 %, ce qui donne un ratio chômage adulte-jeunes de 3,2.⁴ L'Enquête 2005-2009 sur la population active (EPA) a montré que 85 % des chômeurs ont entre 15 et 35 ans.⁵ L'EPA a également révélé que le chômage parmi les groupes d'âge plus jeunes avait augmenté entre 2005 et 2009, tandis que pour les groupes plus

âgés, le taux a effectivement diminué. Ainsi, le chômage des 15-24 ans est passé de 28 à 31 %, et celui des 25-34 ans est passé de 17 à 19 %. Les sondages d'opinion ont souligné l'importance politique de ces tendances : dans un sondage réalisé après la révolution de janvier 2011, la majorité des répondants déclaraient que la Révolution avait été induite par les jeunes (96 %), les chômeurs (85,3 %) et les personnes défavorisées (87,3%).⁶

Toutefois, le chômage était loin d'être le seul facteur de déclenchement. Les observateurs arabes ont vu le soulèvement de la jeunesse en Tunisie comme une réponse à un sentiment d'impasse engendré par le manque d'opportunités, et l'impossibilité pour les jeunes d'exprimer leur voix et exercer une citoyenneté active.⁷ L'enquête 2005 de l'Observatoire National de la Jeunesse (ONJ), qui couvrait 10.000 jeunes (15-29 ans), a révélé un faible taux de participation des jeunes aux décisions qui affectent leur vie, leur adhésion restant limitée à des associations ; et a été souligné également le manque de structures à travers lesquelles ils pourraient exprimer leurs opinions. Selon l'étude, les jeunes seraient aujourd'hui généralement moins optimistes qu'une décennie plus tôt. De même, un rapport de l'ONU a souligné en 2007 l'absence de participation active des jeunes dans la prise de décision au niveau communautaire, municipal, régional et national, le manque d'engagement de la jeunesse dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des services et des programmes destinés aux jeunes ; les possibilités limitées de bénévolat ou de service communautaire ; et le manque de consultations.⁸ Par conséquent les demandes de la jeunesse pour le respect de leur dignité doivent être prises dans un contexte plus large d'absence d'opportunités pour pouvoir exprimer leur voix sur la direction du pays, et le manque de responsabilité des pouvoirs publics.

Dans ce contexte, l'objectif de cette étude de la politique menée en 2012/2013, se décline en trois volets : (i) identifier et analyser les principaux obstacles à l'inclusion des jeunes rencontrés par les jeunes hommes et femmes (15-29 ans) en Tunisie, avec une mention spéciale pour la participation, la

Graphique 1.1 : Carte de Tunisie



Source : Banque mondiale 2014.

citoyenneté active et les possibilités économiques ; (ii) évaluer l'accès, la qualité et l'impact de divers services publics et des programmes pour les jeunes, y compris les programmes actifs du marché du travail, et (iii) fournir des recommandations en matière de politique et de programmation sur la façon d'éliminer ces obstacles

L'étude fournit une analyse des aspirations et des besoins des jeunes Tunisiens, en tenant compte des mesures non économiques et économiques essentielles de l'exclusion qui sont à l'origine de la révolution. Elle souligne en particulier :

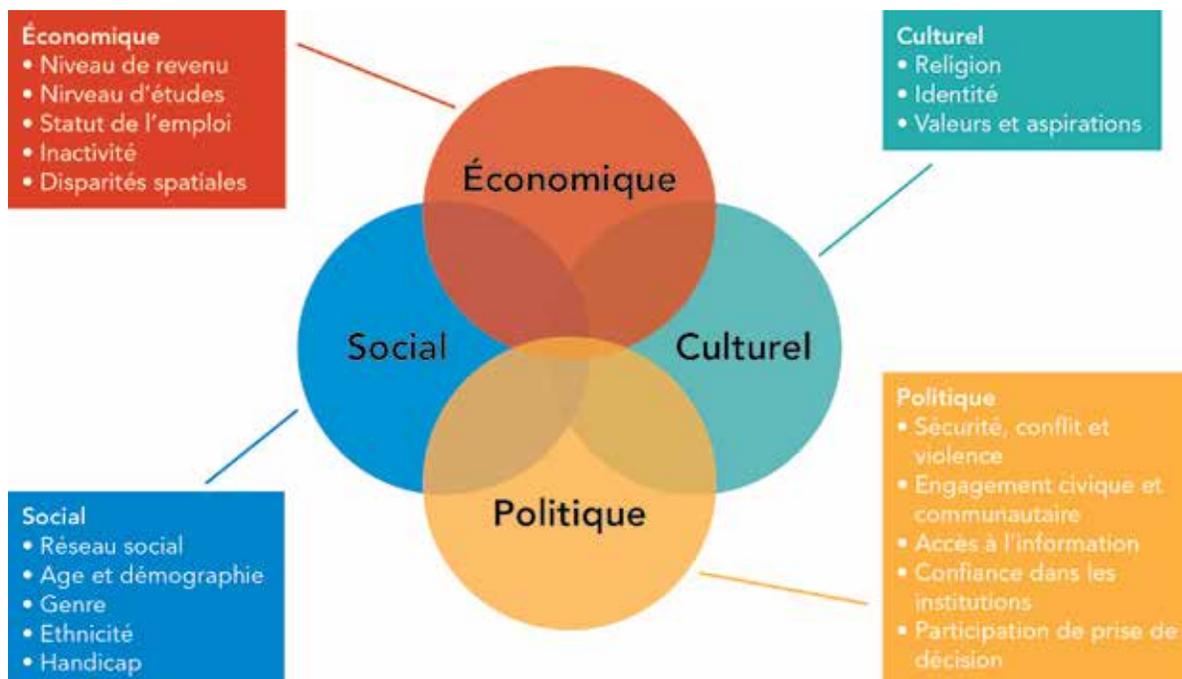
- l'expansion continue de l'activisme des jeunes en dehors des institutions politiques formellement établies, ainsi que la nécessité de soutenir la transition de la jeunesse tunisienne du virtuel à une citoyenneté réelle ;
- les jeunes qui ne sont pas dans l'éducation, l'emploi ou de formation (NEET) en tant que la catégorie la plus affectée par l'exclusion économique et la nécessité d'assurer leur intégration socio-économique à travers une programmation adaptée.

1.2 Qu'est-ce que l'inclusion des jeunes?

Ce rapport utilise une approche multidimensionnelle pour identifier et éliminer les obstacles sociaux, économiques, politiques et culturels rencontrés par les jeunes Tunisiens. Une variété de paradigmes ont été utilisés pour définir et expliquer la jeunesse arabe, allant d'expressions telles que d'« explosion » démographique et « dividende » ou de cadres de formation de capital humain, y compris les échecs scolaires et d'emploi ; à un état de transition à l'âge adulte, où la jeunesse arabe est représentée comme en phase d'attente à un ensemble d'identités de la jeunesse et de sous-cultures.⁹

Pris individuellement, ces paradigmes présentent certaines limites analytiques, du fait que la marginalisation associée à l'exclusion sociale tend à se produire le long de plusieurs axes simultanément (voir graphique 1.1). Selon une interprétation convaincante des soulèvements de la jeunesse arabe, les jeunes partagent « un récit générationnel de l'exclusion, comme une expérience qui traverse leur vie publique et privée, et les résultats des échecs politiques, économiques et sociaux

Graphique 1.2 : Dimensions de l'exclusion

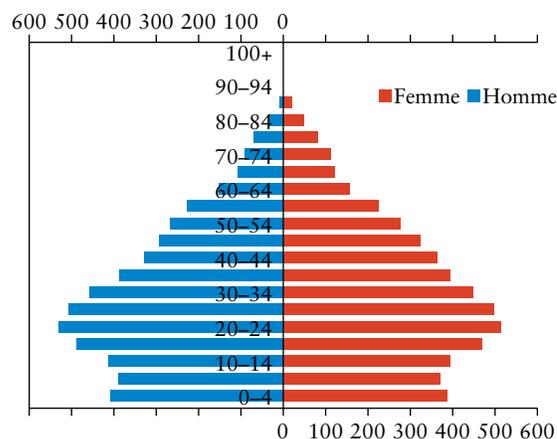


des régimes autoritaires.»¹⁰ Les politiques qui ne portent que sur un aspect de la marginalisation – comme l'amélioration de l'accès à l'éducation peuvent-être trop étroites pour lutter contre l'exclusion en général.¹¹

Cette étude utilise une approche combinée de recherche quantitative et qualitative – ainsi que l'évaluation des programmes et des services à la jeunesse actuelle – posant une série de questions telles que : Pourquoi les jeunes continuent-ils d'être actifs hors des lieux institutionnels formels à l'extérieur? Quels seraient les canaux nécessaires pour accroître leur voix dans le processus décisionnel? Pourquoi certains groupes de jeunes sont-ils surreprésentés parmi les inactifs et les chômeurs ou les personnes travaillant dans le secteur informel? Dans quelle mesure la politique publique se penche-t-elle sur les contraintes auxquelles font face les jeunes? Tout en s'appuyant sur des mesures quantifiées, le rapport présente également d'abondantes interprétations et des solutions de jeunes répondants eux-mêmes, en essayant d'éviter ainsi des prescriptions technocratiques détonnant avec le discours de la jeunesse.

Favoriser l'intégration des jeunes implique la prise en compte des multiples dimensions de l'exclusion. La gamme de la dynamique d'exclusion qui touche les jeunes Tunisiens est présentée dans la graphique 1.1. Tous les jeunes ne sont pas soumis à toutes les dynamiques d'exclusion, mais certains jeunes souffrent de l'exclusion entre plusieurs ou tous les domaines politiques, économiques, sociaux et culturels. Par exemple, les jeunes qui ne sont pas dans l'éducation, l'emploi ou la formation peuvent être simultanément désengagés de la vie communautaire, provenir d'un ménage pauvre et manque de réseaux sociaux qui à son tour empêchent leur accès à des opportunités sur le marché du travail. Ceux-ci peuvent être les jeunes les plus marginalisés et impuissants. Il est important d'identifier et de reconnaître l'hétérogénéité des expériences de cibler les interventions plus efficaces aux personnes les plus exclues. Néanmoins, l'amélioration d'une source d'exclusion ne mènera pas nécessairement à l'inclusion si la dynamique d'exclusion persiste dans d'autres sphères. Favoriser l'intégration des jeunes nécessite des interventions qui répondent simultanément une gamme de dynamique d'exclusion, notamment pour permettre une plus grande voix de la jeunesse et de la participation dans les processus de prise de décisions qui affectent leur vie. Les données présentées dans ce rapport indiquent que les interventions sont nécessaires pour rétablir la confiance entre les jeunes et les institutions publiques à favoriser un sentiment d'agence et de la propriété chez les jeunes. Le rapport souligne donc l'importance de la promotion de la voix, de la participation et de la citoyenneté

Graphique 1.3 : Population tunisienne par groupe d'âge



Source : Division des Nations Unies pour la population. 2010 World Population Prospects.

Note : Mesuré en '000, année 2010, variante moyenne.

active comme des ressources-clés pour lutter contre l'exclusion socio-économique des jeunes.

Dans ce rapport, les jeunes Tunisiens appartiennent à la catégorie des 15 à 29 ans. Ce segment plus large permet de mieux saisir les problèmes liés à l'exclusion et à la transition tardive à l'autonomie socio-économique comparé à la tranche des 15 à 24 ans, groupement utilisé dans d'autres études et enquêtes.¹² Selon les estimations récentes de la population, les jeunes âgés de 15 à 29 ans représentent 29 % de la population totale de la Tunisie et de 43 % de la population en âge de travailler (de 15 à 59), voir graphique 1.2.¹³ Les jeunes d'aujourd'hui représentent l'un des plus grands groupes sociaux de Tunisie faisant face à des défis sociaux, économiques, culturels et politiques très spécifiques, dont beaucoup restent à régler.

Les jeunes Tunisiens ne sont pas un groupe homogène. Alors que la situation des diplômés chômeurs a souvent dominé le débat politique national, d'autres groupes socio-économiques des jeunes sont confrontés à des défis distincts à l'inclusion. Ce rapport identifie les catégories de jeunes exclus et les caractérise selon les disparités régionales, les différences de genre, d'accès et d'opportunités, d'emploi et le niveau d'éducation, ainsi que et le cursus scolaire. Cette analyse permet d'identifier les obstacles décisifs pour l'inclusion rencontrés par les jeunes femmes et hommes d'horizons différents. Elle contribue également à une meilleure compréhension de la frustration de la jeunesse et de la perception

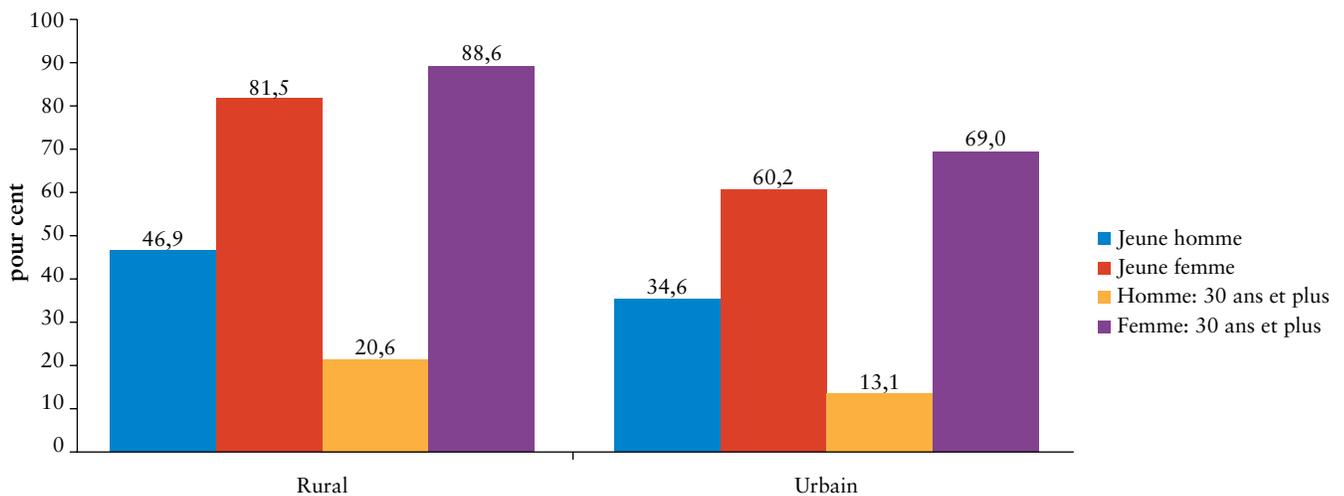
de l'exclusion des opportunités sociales, économiques et politiques qui ont conduit la révolution tunisienne. C'était en effet un jeune vendeur de rue de la région intérieure de Sidi Bouzid, dont l'auto-immolation a catalysé la révolte par la jeune génération de régions marginalisées.¹⁴

Cette mesure va au-delà de la définition étroite du chômage des jeunes, qui ne comprend pas les jeunes qui ont été découragés de chercher du travail. L'indicateur NEET assure une évaluation plus précise de l'inactivité, qui comprend jeunes découragés et déçus qui ont renoncé à chercher du secteur formel (ou autre) emploi.¹⁵ La Tunisie dispose actuellement de l'un des plus hauts taux de NEET dans la région MENA, estimée à environ 33 % du nombre total des jeunes entre 15 et 29 ans, selon les calculs de la Fondation européenne pour la formation.¹⁶ Très instruits, les jeunes, bien que toujours en situation d'exclusion, sont moins susceptibles de devenir NEET que les personnes moins scolarisées. Les décrocheurs scolaires sont le plus fortement représentés dans le sous-groupe des NEET et, selon une analyse récente de l'Observatoire national de l'emploi et de la formation et de l'OIT, il y a actuellement très peu d'instruments de politique portant sur NEET.¹⁷ graphique 1.3 présente un aperçu des taux NEET pour les Tunisiens en âge de travailler, en comparant les jeunes Tunisiens (âgés de 15 ans à 29 ans) pour les personnes âgées de 30 et plus.¹⁸ Les jeunes hommes sont environ 2,5 fois plus susceptibles d'être NEET que les hommes au-dessus 29 années dans tout le pays¹⁹. En outre, les

jeunes femmes sont presque deux fois plus souvent touchées par NEET que les jeunes hommes. Sur une note positive, les taux de NEET parmi les jeunes femmes sont légèrement plus faibles par rapport aux femmes de plus de 29 années suggérant un changement dans les rôles sociaux des femmes plus jeunes. Néanmoins, les taux de NEET restent très élevés pour les jeunes femmes (60,2 % en milieu urbain et 81,5 % en milieu rural).

Dans l'ensemble, ce rapport contribue à une recherche analytique sur les jeunes dans les domaines de la participation, de l'éducation, de l'emploi et de la politique du marché du travail en Tunisie. Les concepts de l'inclusion et l'exclusion sociale sont rarement utilisés dans l'abondante documentation, francophone ou arabophone, existante sur le sujet, en Tunisie. Alors que les ouvrages arabophones ont tendance à se concentrer sur les traditions locales, l'identité et le patrimoine culturel, la documentation en langue française concerne plus la recherche sociale dominante francophone, et la question de l'inclusion / exclusion sociale a été articulée principalement à travers le prisme de l'intégration économique ou la marginalisation des jeunes. Le décrochage scolaire, le chômage, l'inactivité et le travail précaire sont dépeints comme des résultats de la marginalisation. Une partie des ressources documentaires existantes, principalement par le biais d'entrevues en profondeur, permet aussi de cerner l'expérience subjective et de vivre la vie d'un vulnérable, d'un jeune chômeur, ou d'une personne marginalisée.²⁰ Un concept

Graphique 1.4 : Taux des NEET parmi la population en âge de travailler par jeunes/âge



Source : Banque mondiale 2012c ; 2012d.

Note : Jeunes 15-29. Comparaison avec le groupe des 30-59.

connexe est celui de la reconnaissance publique à la différence de l'invisibilité vécue par un jeune chômeur ou inactif.²¹ Le sort des diplômés chômeurs est également considéré en termes de justice sociale comme la rupture d'un contrat social avec un État qui a encouragé l'enseignement supérieur comme moyen d'accéder à un emploi stable.²²

1.3 Données et approche méthodologique

Cette étude s'appuie sur des données primaires issues de méthodes qualitatives et quantitatives et sur des sources secondaires. Une vue d'ensemble des sources de données peut être trouvée dans l'annexe 1 : Les principales sources primaires sont les suivantes :

- Une étude quantitative de la jeunesse urbaine de 4.214 ménages urbains menée en 2012-2013 : « Enquête-ménages en Tunisie sur la jeunesse dans les zones urbaines » (THSYUA).
- Une étude quantitative de la jeunesse rurale de 1.400 ménages à travers la Tunisie entreprise en 2012-2013 : « Enquête ménages Tunisie sur la jeunesse dans les zones rurales » (THSYRA).
- Un volet qualitatif, destiné à recueillir les perceptions des jeunes concernant leur expérience en matière d'inclusion et d'exclusion sociale. Ce volet sert à compléter et à renforcer l'explication des résultats quantitatifs. Cette composante comprend 21 groupes de discussion et 35 entretiens individuels réalisés en 2012 avec un total de 199 jeunes dans sept régions de Tunisie.
- Une étude théorique et l'analyse des institutions et programmes en faveur des jeunes ont été entreprises en 2012.

Ce rapport compare les jeunes vivant dans les zones rurales et urbaines et également les régions géographiques. La Tunisie compte 24 gouvernorats agrégés en sept régions administratives, chacune comprenant plusieurs gouvernorats limitrophes. La graphique 1.4 présente une carte régionale de Tunisie. Aux fins du présent rapport, les gouvernorats sont regroupés en trois régions distinctes de l'enquête : la zone côtière, la région intérieure, et le Sud, sur la base des différences structurelles auxquelles le pays est confronté en termes de disparités régionales et d'inclusion sociale et économique.²³

L'analyse s'appuie également sur deux enquêtes distinctes en Tunisie urbaine et rurale.

1.4 Structure du rapport

Le rapport est organisé autour des différentes dimensions de l'inclusion des jeunes, le Chapitre 2 étudie la voix et la participation des jeunes Tunisiens, identifiant les contraintes et les opportunités pour leur engagement dans la vie civique et politique. Le Chapitre 3 met en évidence les opportunités économiques disponibles pour les jeunes Tunisiens, et présente le statut de l'emploi et de l'entrepreneuriat, y compris dans le secteur informel, ainsi que les disparités liées au genre et aux régions, et les données socioéconomiques et éducatives. Le Chapitre 4 traite de l'exclusion économique par le chômage et l'inactivité, et met en évidence la gravité de la situation vécue par les jeunes Tunisiens qui ne sont pas dans l'éducation, l'emploi ou la formation (NEET). Le Chapitre 5 traite des programmes et des services pertinents pour l'emploi, par exemple, le travail des programmes actifs du marché (PAMT), y compris la qualité et l'impact des programmes. Enfin, le Chapitre 6 présente les conclusions et recommandations, tout en reconnaissant la nécessité de tenir compte de l'interdépendance des différentes dimensions en associant l'importance de la politique inclusive de la jeunesse et les institutions, avec un appel à la participation dans la prise de décision.

Notes

1. Tel que cité dans le British Council et l'Université américaine du Caire. 2013. La promesse révolutionnaire : Perceptions des jeunes en Egypte, la Libye et la Tunisie. Le Caire, p. 34.
2. "Taux de chômage élevé à l'origine des émeutes", Financial Times, 21 décembre 2010.
3. Jean-Pierre Filiu, la Révolution arabe ; *Arab Revolution : Ten Lessons from the Democratic Uprising*, [la Révolution arabe ; 10 enseignements tirés du soulèvement démocratique] Oxford University Press, novembre 2011.
4. Banque mondiale. (2010) " Les jeunes des Pays Arabes : Promouvoir les opportunités et la participation " Article Banque mondiale, Conférence Marseille, 28-30 avril 2010.
5. Diego F. Angel-Urdinola, Stefanie Brodmann, et Anne Hilger, Tendances du marché du travail : Options récentes de politiques, MNSHD, Banque mondiale, 2012.
6. Sondage d'Opinion Exclusif SIGMA Post, 2011.
7. Mohamed Bamyeh. (2011) La Révolution tunisienne : premières réflexions. Sociologie de l'Islam et des sociétés musulmanes.
8. ONU (2007) Adolescents et jeunes en Tunisie : données et défis.

9. Les contributions suivantes illustrent les différents paradigmes utilisés pour analyser la dimension de la jeunesse : R. Assad and F. Roudi-Fahimi. 2009. Les Jeunes dans la Région Moyen-Orient et Afrique du Nord : Opportunité ou Défi démographique? Washington, DC : Population Reference Bureau ; Banque mondiale. 2007 Développement et Générations Futures. Rapport Banque mondiale ; Naytej Dhillon et Tariq Yousef. 2009. *Generation in Waiting : The Unfulfilled Promise of Young People in the Middle East*. Washington, DC : Brookings Institute Press ; British Council and American Université du Caire, *ibid.*, can only be used when previous citation is exact.
10. E. Murphy. 2012. "Problematising Arab Youth : Generational Narratives of Systemic Failure." *Mediterranean Politics* 17 (1).
11. Banque mondiale. 2013. *Inclusion Matters : The Foundation of Shared Prosperity. Social Development Département*, Washington DC. Le rapport s'appuie également sur le cadre des contraintes socio-économiques (c'est-à-dire les compétences professionnelles pertinentes contraintes, l'absence de demande de travail et les contraintes sociales sur le côté de l'offre) et les interventions identifiées par Wendy Cunningham, Maria Laura Sanchez Puerta et Alice Wuermlí (2010), " Programmes actifs du marché du travail pour les jeunes : un cadre pour guider l'emploi interventions destinées aux jeunes ", Banque mondiale. PPE, N.16.
12. Banque mondiale. 2012. Enquête ménages Jeunes, Maroc : Promouvoir les Opportunités et la Participation. Population Council and Information and Decision Support Center of the Egyptian Cabinet of Ministers. 2011. "[2009] *Survey of Young People in Egypt (SYPE) : Final Report.*" Rev. Ed. Population Council, West Asia and Africa Office, Caire.
13. Source : ONU- Population Base de données des Perspectives de population. 2010. Note : les Jeunes de 15-24 représentent près de 20 % de la population totale.
14. H. Ayebe. 2011. "Géographie sociale et politique de la révolution tunisienne : l'Alfa Révolution." *Revue d'Economie Politique Africaine* – 38 (129) 467-79.
15. United Nations. 2013. *A New Global Partnership : Eradicate Poverty and Transform Economies through Sustainable Development*, The Report of the High Level Panel of Eminent Persons on the Post 2015 Development Agenda. New York.
16. ETF. 2014. *Young People Not in Employment, Education or Training in the EU Neighboring Countries*. Turin : European Training Foundation.
17. Observatoire National de l'Emploi et des Qualifications. 2014. Transition vers le Marché du Travail des jeunes femmes et hommes en Tunisie. Genève : Bureau International du Travail. Avril 2014.
18. L'âge officiel pour la retraite est 60 ans pour les hommes et les femmes.
19. En milieu rural, 20,6% des homes plus âgés sont des NEET contre 46,9% parmi les jeunes hommes, ce qui donne un ratio de 2.3. En région urbaine, le même calcul donne un ratio de 2.6 (Le NEET affecte 13,1% des hommes plus âgés contre 34,6% de jeunes)
20. Dorra Mahfoudh-Draouti et Imed Melliti. 2006. " De la difficulté de grandir. Pour une sociologie de l'adolescence en Tunisie. " Tunis : Centre de Publication Universitaire.
21. Imed Melliti. 2011. Perspectives internationales sur le travail des jeunes. Québec : Les Presses de l'Université Laval.
22. Naytej Dhillon and Tarik Yousef. 2009. *Generation in Waiting : The Unfulfilled Promise of Young People in the Middle East. Brookings Institution : Washington, DC.*
23. Pour les fins du présent rapport, le Nord-Ouest, Centre Ouest et du Sud-Ouest sont collectivement appelés les régions de l'intérieur ou de l'intérieur. Le Nord-Est, qui comprend le Grand Tunis, est traité séparément du reste du Sud-Est aux fins de certaines analyses de l'étude. Le Centre-Est est la côte ou dans les régions côtières.